Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 10

Artikel: Tour d'horizon
Autor: Chouet, Jean-Jacques
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-344729

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Le terrorisme qu'on appelle international, pour le distinguer du terrorisme interne (Ulster, Corse, Pays basque, Chili, Sri Lanka...) avec lequel il est pourtant parfois de mèche, vise toujours et partout les mêmes cibles: l'Occident, sa stabilité politique, ses forces de défense, celles de l'OTAN surtout, et puis Israël. Actes de guerre, et non pas «fait de société» comme d'aucuns le pensottent. Il ne faut pas se laisser abuser par la diversité des prétextes et des détours, la multiplicité des dénominations dont s'affublent les exécutants. Action directe et Fraction armée rouge, Fractions armées révolutionnaires libanaises et comité de soutien à quelque Abdallah incarcéré à Paris, tout se tient et se rejoint, et la vague estivale de crimes qui a culminé en France le mois dernier n'incite pas à en douter, pas plus d'ailleurs que la série d'attentats commis au Liban, notamment contre les chrétiens beyrouthins et les soldats français de la FINUL.

Car enfin les terroristes ne tombent pas de la lune; ils ont des filières et des couvertures, des fournisseurs d'armes et d'argent, des bases et des camps d'entraînement, avec des instructeurs qui viennent de l'Europe de l'Est ou du Japon. Qu'il y ait «chef d'orchestre» ou pas, le fait est que des Etats, la Syrie par exemple, qui auraient tout pouvoir pour écraser les nids du terrorisme dans les territoires qu'ils dominent, ne font rien pour cela, ce qui équivaut au minimum à une complicité, et que d'autres, comme la Libye, se vantent de les couver.

Les gouvernements du monde libre savent tout cela, mais – si l'on fait exception de la volée de bois vert que Washington a infligée le printemps dernier à Kadhafi, dans des circonstances bien précises – ils redoutent manifestement d'avoir à s'en prendre directement à des Etats qui agissent effectivement en ennemis. On voit donc MM. Mitterrand et Chirac tourner autour du pot, comme s'ils n'avaient affaire qu'à une vendetta de famille.

Divisé et occupé, le Liban est devenu bien malgré lui le bouillon de culture d'un terrorisme dont il est plus victime que responsable. Ce qui ne l'écarte pas d'un autre niveau de la guerre, celui où Israël et la Syrie s'affrontent par personnes interposées. D'un côté, l'armée du Liban Sud chargée par Jérusalem de faire tampon au nord de la frontière de l'Etat juif. De l'autre, un magma de Palestiniens de l'extérieur, de socialistes druzes et d'hezbollahs inspirés par Khomeiny. Entre deux, la Force intérimaire de l'ONU qui pourrait jouer les gardes champêtres, comme à Chypre, entre des antagonistes déterminés à ne pas se battre, mais qui serait bien incapable

de livrer bataille. La France souhaite, non sans logique, que cette FINUL se place sur la frontière israélo-libanaise. Mais Israël n'a, d'expérience, aucune confiance dans l'aptitude des Casques bleus à neutraliser ses ennemis sur le terrain, et donc à empêcher ceux-ci de rétablir à leur profit la situation antérieure à l'opération «Paix pour la Galilée». C'est sans doute pourquoi Jérusalem, tout en poursuivant laborieusement une action diplomatique qui tend à reprendre le rapprochement avec l'Egypte et à y associer la Jordanie, charge son aviation, et parfois sa marine, de signifier à Damas et à ses protégés implantés au Liban qu'il veille au grain. La guerre directe est en sursis, la guerre indirecte est bien présente. Dans la conjoncture actuelle, c'est probablement tout ce que Moscou permet à son allié syrien, puissamment armé par ses soins mais trop fragile à l'intérieur pour s'exposer à une défaite devant Tsahal.

*
* *

Interminable, l'autre guerre du Proche et du Moyen-Orient, qui oppose l'Irak à l'Iran, a connu cet été quelques rebondissements sans plus de conséquence que les précédents. Dans sa frappe ponctuelle contre les installations pétrolières iraniennes, Bagdad a pu allonger son bras jusqu'au détroit d'Ormouz. D'autre part, Téhéran, dont les troupes se cramponnent toujours à leur tête de pont de Fao au fond du golfe Persique, a relancé, fin août, une grosse attaque dans le Kurdistan. Rien de tout cela n'a vraiment abouti. De part et d'autre, on reste capable d'actions locales, mais non pas, jusqu'ici, d'une opération d'ensemble visant un objectif stratégique. Question de moyens? Question de commandement plus probablement. Et aussi de stratégie indirecte, l'Irak étant persuadé que le monde arabe volera à son secours en cas de malheur, et l'Iran spéculant sur la chute d'un Saddam Hussein usé par la guerre et miné par la subversion intégriste.

Dans sa longue stagnation, le conflit irano-irakien, dont personne à l'extérieur ne paraît vouloir l'issue rapide, n'a pas d'impact majeur sur la situation internationale, malgré les pertes humaines et les souffrances dont il est porteur, et bien que, tentant déjà d'interdire à la marine irakienne ce qui lui reste de débouché sur le golfe Persique, les Iraniens annoncent une nouvelle fois une mobilisation sans précédent et des offensives décisives pour cet automne. On n'en dira pas autant de la guerre d'Afghanistan, ne serait-ce que parce que celle-ci a été voulue et ouverte par l'une des deux superpuissances mondiales.

Sur le terrain, les choses n'ont guère évolué cet été. Les Russes n'ont pas arrêté leurs cruels matraquages; les patriotes n'ont pas cessé leurs coups de main, avec une agressivité qui ne dénote aucune usure. Mais, plus attentif que ses prédécesseurs aux possibilités de la stratégie indirecte,

M. Gorbatchev s'est avisé d'annoncer, pour la fin de cette année, le retrait de six régiments soviétiques engagés en Afghanistan. A noter que, sur le nombre, il y aurait trois régiments de DCA qui ne servent à rien, faute de cibles. Quant aux trois autres – deux motorisés, un blindé – M. Gorbatchev n'a pas promis de ne pas les remplacer, ni de ne pas leur substituer des formations plus adéquates qui pourraient se camoufler en Afghans. Pas de quoi donc s'illusionner sur une modification du rapport des forces. Il est vrai que, dans son même discours de fin juillet à Vladivostok, le chef du parti communiste de l'URSS a aussi laissé entendre qu'il pourrait retirer quelques troupes du territoire de la Mongolie, son satellite. Appel du pied à la Chine, évidemment, disposée à «normaliser» ses relations avec le Kremlin, mais qui y met, comme on sait, trois conditions: le retrait des troupes soviétique d'Afghanistan, la fin du soutien russe aux Vietnamiens qui occupent le Cambodge, et l'allégement de l'imposant dispositif militaire soviétique, étoffé de SS-20, qui pèse sur la longue frontière chinoise.

Que le Politburo soit prêt à quelques concessions à Pékin qu'il ne désespère pas de ramener un jour dans sa mouvance, cela est apparent. Mais il faut bien voir que la Chine nouvelle, avide de modernisation, fût-ce au prix de concessions sur la vieille doctrine, et attachée à la rénovation d'une force armée qui entend passer de la Longue marche à la marche à l'espace sans négliger la terre, est pour l'URSS non seulement un amour idéologique déçu à reconquérir, mais encore un obstacle stratégique sur la route du Pacifique, un obstacle qu'il serait plus économique d'abaisser pacifiquement que de démolir par les armes.

*

* *

Or, de Vladivostok encore, M. Gorbatchev a manifesté l'intérêt – c'est une litote – que l'URSS porte au Grand Océan, des confins sibériens où est basée la puissante flotte soviétique du Pacifique jusqu'à ces pauvres archipels indépendants du Sud auxquels, en échange de droits de pêche ou d'escale, Moscou tend une main en apparence secourable; et il a relancé un vieux projet de conférence et de système de sécurité dénucléarisée Asie-Pacifique.

On peut imaginer que les récents grincements dans l'ANZUS, qui rassemble les Etats-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande pour leur sécurité commune, ont encouragé cette initiative, qui semble avoir d'ailleurs inquiété plus que rassuré. D'autant que, dans la foulée, Moscou a approuvé le rejet, par Hanoï, d'une proposition des résistants khmers prévoyant le retrait progressif de l'armée vietnamienne du Cambodge et la formation à Phnom Penh d'un gouvernement d'union nationale. Cette modeste approche de la «sécurité régionale» ne pouvait convenir aux Soviétiques qui ont confié à leurs

satellites indochinois la couverture des bases aériennes et navales, en plein développement, qu'ils ont héritées des Américains à Cam Ranh et Danang au Vietnam du Sud, à Kompong Sam au Cambodge. Menace directement ressentie par les Nations du Sud-Est asiatique, qui réagissent en redonnant aux Américains des «facilités» qui n'allaient pas de soi dans la dernière décennie, mais perçue aussi par le Japon qui constate sa faiblesse, même sur le plan de la plus stricte défense insulaire, devant la montée des armements soviétiques en Extrême-Orient, et qui se fait aussi du souci pour les deux plus importantes bases militaires extérieures des Etats-Unis, Subic Bay pour la marine et Clark Air Field pour l'aviation, toutes deux aux Philippines, et dont l'URSS demande tout de go le démantèlement. Washington n'a naturellement pas la moindre intention de se dessaisir d'un ensemble tout simplement indispensable à sa stratégie dans le Pacifique, et bien au-delà. En échange de quoi Mme Corazon Aquino peut tout lui demander.

*
* *

Le clignotant rouge qui s'est allumé sur le Pacifique est aussi de nature à fonder la vigilance dont les Etats-Unis font preuve à l'égard de l'Amérique centrale et de la région caraïbe, ne serait-ce que parce que, entre autres préoccupations, ils ont celle de préserver le passage de Panama qui, s'il ne supporte pas les plus gros de leurs porte-avions, demeure cependant une artère logistique vitale. Reste que, cet été, le bras de fer entre Américains et Soviétiques, par Nicaragua et Cuba interposés, est resté en l'état. Il est vrai que, s'il a renoncé au cigare, Fidel Castro n'a pas renoncé à jouer en Afrique australe un rôle où est impliquée une partie de ses bonnes troupes. Alliance soviétique oblige. On peut laisser de côté les sanctions, africaines, américaines et européennes, prises à l'encontre de l'Afrique du Sud. Autant en emporte le vent des réalités économiques. Mais, outre la poursuite dangereuse mais inévitable des tensions ethniques internes à ce pays, la bataille qui rebondit dans l'Angola voisin entre l'UNITA de Jonas Savimbi, soutenu quoi qu'il en dise par Pretoria (qui d'autre lui procurerait armes et ravitaillement?) et le gouvernement de Luanda, le corps expéditionnaire cubain et ses «conseillers» dépêchés par l'URSS, cette bataille se poursuit alors même que l'on en parle peu.

L'UNITA et le gouvernement angolais se sont accusés réciproquement d'avoir recours à l'arme chimique. Allez savoir... Toujours est-il que, les gouvernementaux tentant de rétablir le chemin de fer de Benguela qui traverse l'Angola d'est en ouest, pour rétablir le trafic vers l'océan, mais aussi pour couper en deux les forces de l'UNITA, on assiste à une escalade des armements, Angolais gouvernementaux et Cubains bénéficiant d'un appui accru, et modernisé, de la part des

Soviétiques, voire, à en croire Pretoria, d'un commandement de plus en plus exercé par des officiers dépêchés par l'Europe de l'Est. L'abondance de cette aide serait telle qu'elle permettrait d'ouvrir sans délai un front militaire contre l'Afrique du Sud, dans le cas où celle-ci serait suffisamment affaiblie par les soins du Congrès national africain révolutionnaire et de ses champions extérieurs. Hypothèse plausible, que les faits vérifieront ou infirmeront.

*

* *

Pour l'heure, l'attention des Européens se porte plutôt sur la mise en scène d'un éventuel deuxième sommet Reagan-Gorbatchev dont la perspective aiguillonne un peu les diplomates. A cet égard, trois éléments méritent d'être retenus:

Premièrement, les Américains vont à la rencontre des Soviétiques en proposant de réduire de 30% les armements nucléaires. Toute réduction en ce domaine est bonne à prendre, à condition d'être équilibrée, c'est-à-dire de nature à rétablir un équilibre, et contrôlable. On verra.

Deuxièmement, Moscou renonce à prendre en compte les forces nucléaires françaises et britanniques dans la négociation sur la limitation des moyens de portée intermédiaire. C'est faire de nécessité vertu, mais cela peut contribuer à déblayer un terrain plutôt broussailleux.

Troisièmement, en septembre à Stockholm, la conférence sur la sécurité et la coopération ne s'est pas contentée de son succès habituel consistant à fixer la date et le lieu d'une autre conférence; elle est tombée d'accord sur l'obligation d'annoncer, plus tôt et à partir d'effectifs moindres, les grands exercices militaires. Qui plus est, l'URSS a accepté d'appliquer cette règle jusqu'à l'Oural, ce qui est mieux que rien même si l'on se permet de penser qu'il n'y a pas de raison pour que les manœuvres organisées au-delà échappent, par privilège, à l'obligation commune. Bien. Mais l'annonce, dont la carence n'entraînerait évidemment aucune sanction, n'aura de sens que si la vérification est possible et efficace. Il est donc regrettable, et même inquiétant, que l'inspection par avions neutres demandée par la Suisse – qui a par ailleurs heureusement réservé son droit de procéder à des exercices de mobilisation sans le clamer sur les toits – ait été rejetée, au profit d'un système permettant à l'inspecté de promener à son gré les inspecteurs.

En outre, il ne faut pas rêver. Le jour où un Etat voudra mettre en œuvre une force d'agression, il se gardera bien de signaler sa concentration, si elle n'est pas déjà réalisée, à son futur ennemi. Et si le prétexte des manœuvres doit tomber, l'aptitude des armées modernes à démarrer de bases de départ lointaines balaiera aisément cet inconvénient. La portée de l'accord de Stockholm est ainsi des plus limitées. Cet accord vaudra ce que vaudra l'honnêteté des contractants...

J.-J. C.